

MONA MAKRAM EBEID

Sénatrice égyptienne, conseillère du Haut Représentant des Nations Unies pour l'Alliance des civilisations

John Andrews, conseiller de rédaction à *The Economist* et *Project Syndicate*

Mona, vous venez du pays le plus peuplé du monde arabe, et je crois que Nabil Fahmy a parlé de 104 millions d'habitants, et encore plus à la fin de son intervention. Bien sûr, l'Égypte a de très nombreux problèmes économiques. Quelle est votre perspective pour les années à venir ?

Mona Makram Ebeid

Je voudrais remercier la WPC et réitérer ma joie d'être de retour à cette conférence après deux horribles années de confinement. Je dois dire que certaines choses n'ont pas changé, en particulier le rôle essentiel de la WPC en tant que forum de réflexion sérieuse pour la politique étrangère et la sécurité. Je souhaite vraiment applaudir avec enthousiasme le Président Thierry de Montbrial qui nous offre une opportunité essentielle de discuter des sujets politiques les plus épineux que nous connaissons à l'heure actuelle. Merci Thierry, et merci à toute l'équipe. Je voudrais partager des idées sur ce que sera le Moyen-Orient en 2030, et l'Égypte en particulier.

John Andrews

Très bien dit.

Mona Makram Ebeid

Je vais me concentrer sur trois points liés à la Vision 2030 de l'Égypte. Le premier sera la stratégie historique en matière de droits humains, un mot qui était tabou jusqu'à récemment, et qui a été inauguré il y a un mois par le président Abdel Fattah al-Sissi. Le deuxième sera l'impact du Covid-19 en Égypte et le troisième étudiera les probabilités de voir l'Égypte devenir un centre du gaz régional pour la Méditerranée orientale. Nous avons évoqué l'importance de l'énergie, à l'heure actuelle et à l'avenir.

Je pense que je vais commencer par le troisième point. Je vais me concentrer sur l'énergie et les probabilités que l'Égypte devienne un centre du gaz régional pour la Méditerranée orientale d'ici 2030. Je dirais que l'accès aux ressources énergétiques a depuis longtemps été un moteur pour la politique étrangère. Par conséquent, le défi pour tout État est de trouver comment utiliser l'énergie comme un atout géoéconomique et réussir à en faire à la fois une source de revenu et une source de pouvoir étatique. C'est exactement ce que le gouvernement d'Égypte fait à l'heure actuelle. Comme vous le savez, l'Égypte fait face à de nombreux défis, internes et externes, dont une inflation galopante, un crash monétaire

toujours en cours, des coupes dans les subventions et une augmentation du prix de l'eau. Le chômage en Égypte et dans le monde arabe va probablement rester haut à mesure que des millions de jeunes rejoignent un marché du travail très saturé. Cependant, on voit maintenant un rayon d'espoir qui vient de la découverte extraordinaire de gaz naturel ayant le potentiel de relancer l'économie vacillante de l'Égypte et de construire de nouvelles alliances avec les pays de la Méditerranée orientale et Israël. L'Égypte a touché le jackpot en 2015 avec la découverte d'un énorme réservoir connu sous le nom de Zohr, qui s'est développé pour devenir l'un des plus grands réservoirs de gaz du Moyen-Orient. En 2018, l'Égypte, la Grèce, Chypre et Israël se sont mis d'accord pour créer le Forum du gaz en Méditerranée orientale dont le siège est au Caire. En août 2019, la production du réservoir Zohr, le plus gros gisement jamais découvert en Égypte et en Méditerranée a dépassé les 2,7 Bcf/D. La découverte va permettre au pays de passer d'importateur à exportateur de gaz naturel.

Quels sont les points forts de l'Égypte et qu'a-t-elle à offrir ? L'Égypte a une capacité de liquéfaction qui lui donne un avantage stratégique. En outre, la situation géographique de l'Égypte qui la relie à l'Afrique, au Moyen-Orient et à la Méditerranée orientale, avec un accès aux deux mers et au Canal de Suez, constitue sans aucun doute une bonne base pour devenir un centre névralgique du gaz, offrant des réserves importantes au pays. Curieusement, les aspirations égyptiennes à devenir un centre névralgique du gaz sont partagées par l'Union européenne, qui souhaite diversifier ses propres sources d'énergie et voit en l'Égypte un partenaire potentiel.

Ensuite, comme cela a déjà été dit, le défi principal de l'Égypte est la surpopulation, qui augmente la demande en énergie. La population du pays a atteint 104 millions et on prévoit qu'elle soit à 128 millions d'ici 2030. Les prévisions de croissance démographique vont engendrer une augmentation considérable de la demande en électricité et par conséquent le secteur énergétique aura besoin de plus de gaz à l'avenir. D'un autre côté, l'Égypte doit continuer ses efforts pour offrir un climat attractif pour les entreprises afin d'attirer toujours plus d'investissements. Si cela vous intéresse, j'ai écrit un article sur ce sujet dans la *Cairo Review of Global Affairs* at the American University, publiée par la School of Global Affairs, dirigée par notre ami, le ministre Nabil Fahmy.

Passons maintenant au deuxième point, qui est le développement des droits humains. Le mois dernier, l'Égypte a vu le lancement d'une nouvelle stratégie nationale sur les droits humains, établissant un ensemble d'engagements de la part du gouvernement pour améliorer des éléments du droit social, économique, culturel et politique. Comme vous le savez, l'Égypte a souvent été critiquée par la presse occidentale, les organisations et la communauté de défense des droits humains dans son ensemble à cause de la situation des droits humains dans le pays. Nous espérons que cette stratégie permettra l'accès à des opportunités d'emploi, d'éducation, de santé et aux libertés religieuses. Comme vous le savez, la tolérance religieuse est un des mantras du Président Sissi, avec la solidarité et l'union entre les musulmans et les chrétiens. Aucun dirigeant avant lui ne s'était rendu dans une cathédrale ou avait assisté à une messe de Noël comme il l'a fait, ni avait ouvert la représentation parlementaire à la communauté copte ou aux femmes, qui représentent maintenant 50 ou 60 % du Parlement. Le document stipule également un engagement solide à l'amélioration du droit politique, un aspect qui manquait jusqu'alors.



Cependant, les réactions à ce point en particulier ont été mitigées, car la majeure partie du document concerne les droits culturels et socio-économiques. Comme je l'ai dit, la question des droits humains a toujours attiré beaucoup d'attention et de critique de la part du monde, et elle s'invite parfois dans les rencontres politiques de haut niveau, tels que les derniers échanges avec Blinken en Égypte et la critique émise par le Congrès américain. De leur côté, les dirigeants égyptiens, en particulier ceux qui travaillent dans la sécurité, ont déclaré que les organes de sécurité du pays devaient faire face à des groupes militants qui tentent de déstabiliser le pays. Par conséquent, ce débat n'est pas clos mais ce qui compte à présent est la mise en place de cette stratégie car l'État a montré son engagement à honorer ces obligations, en particulier au sein du Conseil des droits de l'homme de l'ONU. Il faut féliciter la société civile pour avoir assuré la publication de cette stratégie ainsi que la libération de quelques prisonniers. Bien sûr, certains critiques ont qualifié la publication de cette stratégie d'opération de relations publiques du gouvernement. Cependant, même si les références aux droits et libertés politiques ne sont pas à la hauteur des attentes de la communauté de défense des droits humains, il faut reconnaître que c'est la première fois que le gouvernement a entrepris de travailler à améliorer ces droits et libertés. En tant qu'ancien membre du Conseil national des droits de l'homme et militante pour la défense des droits humains depuis plus de 30 ans, je suis d'accord avec certains analystes politiques pour dire que ce document nous offre l'opportunité de voir le verre à moitié plein plutôt qu'à moitié vide, comme je le disais à mon amie Dina, et en tant que tel, il crée un précédent, dans le sens où c'est un engagement de la part du gouvernement pour travailler à l'amélioration de la qualité des droits humains, y compris les libertés et droits politiques.

John Andrews

Parfait, Mona. Merci beaucoup.